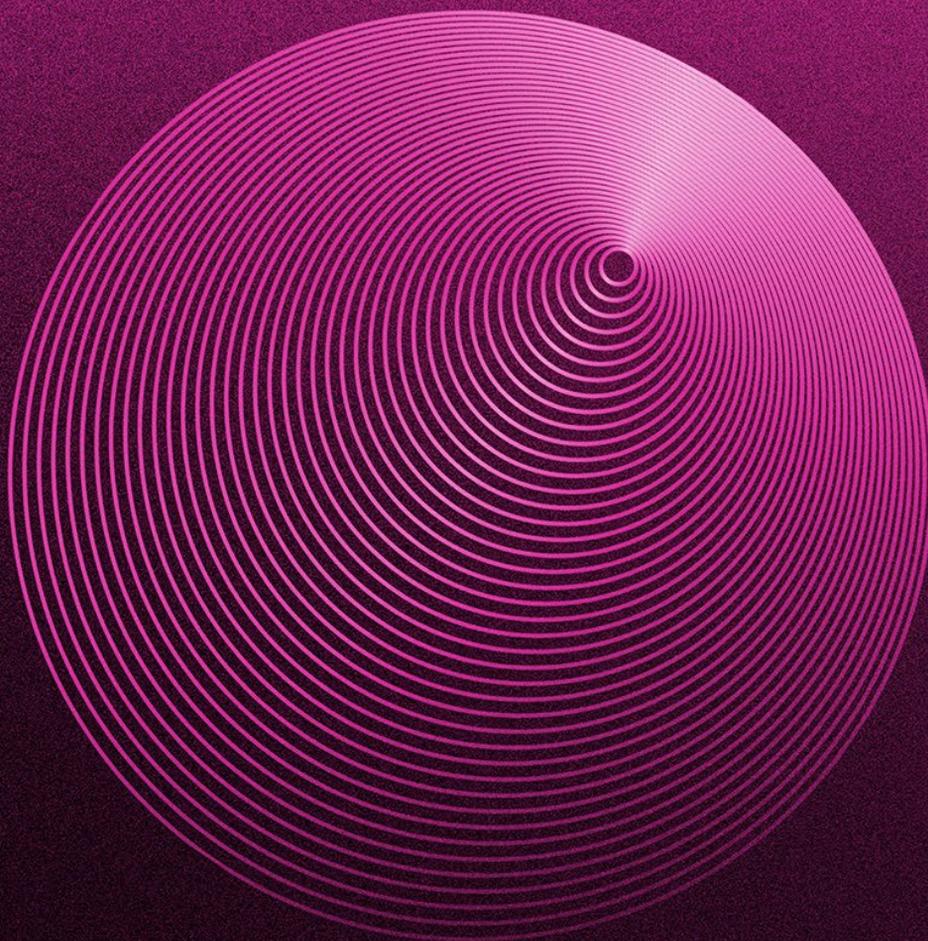


Deloitte.



Une route vers la reprise parsemée d'embûches

Perspectives économiques | Automne 2024

Introduction

Le contexte mondial demeure difficile, alors qu'il est impossible de prévoir la fin de la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient. Les frictions commerciales croissantes et l'incidence incertaine des élections américaines sur la politique pèsent sur la confiance. L'augmentation de la volatilité des marchés des capitaux en août n'a fait qu'allonger la liste des préoccupations des consommateurs et des entreprises.

Depuis notre dernière publication, l'inflation a continué de diminuer, et la Banque centrale du Canada et certains de ses homologues de nos partenaires commerciaux ont commencé à réduire les contraintes de la politique monétaire en abaissant les taux directeurs. Le portrait de la croissance mondiale varie : l'économie américaine ralentit, l'Europe connaît une faible reprise et le Royaume-Uni passe de la récession à la reprise. L'économie de la Chine est aux prises avec une faiblesse du marché immobilier, un manque de confiance des consommateurs et une surcapacité industrielle qui freinent l'activité économique.

L'économie canadienne a enregistré de solides gains au cours du premier semestre

de 2024, mais les chiffres publiés dissimulent un rendement plus faible, les dépenses de consommation ayant considérablement ralenti au deuxième trimestre et le marché du travail affichant des signes de ralentissement. Sur une base de PIB par habitant, l'économie s'est contractée pour un septième trimestre au cours des huit derniers. Heureusement, le recul de l'inflation a permis à la Banque du Canada d'abaisser le taux directeur de 75 points de base lors de trois réunions consécutives. Nous nous attendons à ce que le taux d'inflation continue de baisser pour atteindre la cible de 2 % au milieu de 2025, ce qui permettrait à la Banque de poursuivre dans cette voie. Nous nous attendons également à une réduction des taux de 50 points de base supplémentaires, ce qui ramènerait le taux directeur de la Banque à 3,75 % d'ici la fin de l'année. En 2025, la Banque continuera d'assouplir les taux, et le taux à un jour devrait s'établir à 2,75 % en milieu d'année.

À court terme, on s'attend à ce que l'économie se développe à un rythme plus modéré, avec une détérioration des conditions du marché du travail qui empêcherait une amélioration de la confiance des consommateurs, surtout

Introduction

à l'approche de 2025, lorsque de nombreux titulaires de prêts hypothécaires devront renouveler leurs prêts à des taux beaucoup plus élevés¹. De même, la reprise du marché de l'habitation devrait rester modeste compte tenu des piètres conditions d'accessibilité à la propriété dans la plupart des marchés. D'autres baisses de taux en 2025 et une augmentation de l'offre devraient stimuler l'activité l'année prochaine.

Les entreprises canadiennes sont susceptibles de demeurer prudentes vers la fin de 2024. D'après le sondage de Deloitte auprès des chefs des finances au troisième trimestre, 93 % des chefs des finances canadiens ont affirmé que le moment n'était pas propice pour prendre des risques plus importants, les deux tiers d'entre eux étant préoccupés par la demande des consommateurs. Sur une note plus positive, 53 % des chefs des finances interrogés étaient plus optimistes quant aux perspectives financières de leur entreprise que trois mois auparavant. À l'instar du marché de l'habitation, nous nous attendons à ce que les investissements des entreprises reprennent lentement avec l'assouplissement progressif des conditions

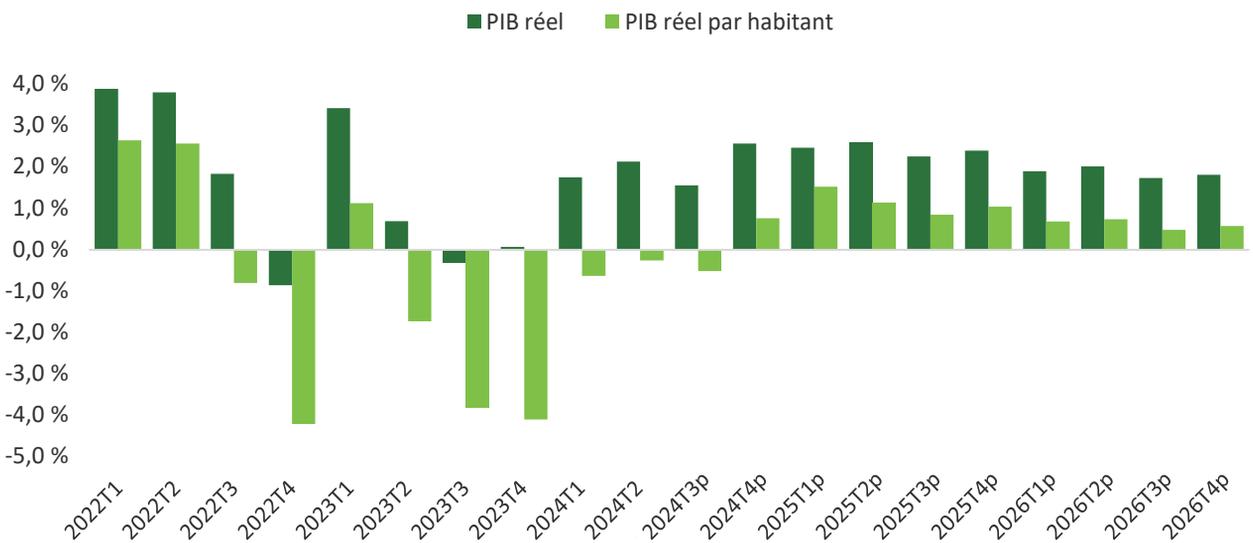
financières et un regain de la demande en 2025, stimulant des investissements plus solides l'année prochaine.

Malgré tous ces éléments d'incertitude, nous demeurons optimistes quant à l'économie canadienne en 2025. Après les élections aux États-Unis, les entreprises canadiennes comprendront mieux les enjeux et les occasions qui se présentent dans leur plus vaste marché extérieur. La baisse des taux allégera suffisamment le fardeau pesant sur le secteur très endetté des ménages pour soutenir une augmentation des dépenses et une reprise du marché du logement. Après deux années de croissance inférieure à la moyenne, nous nous attendons à ce que l'économie retrouve sa vigueur en 2025.

1. Environ la moitié des prêts hypothécaires en cours sont détenus par des emprunteurs qui n'ont pas encore fait face à une hausse de leur taux d'intérêt, du fait que le montant de leurs versements ait été établi pour cinq ans (qu'ils aient contracté un prêt hypothécaire à taux fixe ou variable). Les ménages qui détiennent ces prêts verront généralement une augmentation de leurs versements plus importante que ceux qui ont déjà renouvelé leur prêt. L'incidence de la hausse du coût du service de la dette sera atténuée dans une certaine mesure chez ceux dont le revenu s'est accru dans l'intervalle. Source : Banque du Canada. [Rapport sur la stabilité financière – 2024](#), 9 mai 2024.

Introduction

La croissance du PIB réel s'accroîtra l'année prochaine et demeurera solide en 2026 (variation en pourcentage)



p = prévision

Source : Statistique Canada; prévisions de Deloitte

Politiques monétaire et budgétaire



Politiques monétaire et budgétaire

Les taux d'intérêt élevés depuis deux ans et demi ont entraîné une diminution de la demande dans l'ensemble de l'économie, créant une situation où la demande est désormais inférieure à l'offre. Lorsque l'offre est excédentaire dans une économie, la pression sur les prix s'atténue et c'est exactement ce que nous avons observé au Canada au cours des derniers mois. Après avoir atteint un sommet de plus de 8 % en 2022, l'inflation n'a augmenté que de 2,5 % en juillet dernier. Bien que le recul de l'inflation ait permis à la Banque du Canada de commencer à abaisser son taux d'intérêt directeur, les taux d'inflation de certains biens et services demeurent toujours élevés. Les prix des logements, et en particulier les loyers, restent trop élevés. Malgré la décélération que nous avons connue, les prix des logements demeurent la plus grande source de l'inflation. Cette situation continue de peser sur les ménages, en particulier sur ceux qui renouvellent leur hypothèque à des taux plus élevés ou qui cherchent à entrer sur le marché de l'immobilier. Malgré la forte hausse du prix des logements, nous nous attendons à ce que des conditions économiques plus favorables continuent d'exercer

une pression à la baisse sur l'inflation pour le reste de l'année et pour 2025, pour atteindre la cible de 2 % d'ici le milieu de 2025.

Avec le recul de l'inflation, la Banque du Canada a commencé à abaisser son taux directeur en procédant à trois baisses consécutives de 25 points de base lors de ses réunions de juin, de juillet et de septembre, établissant ainsi le taux à un jour à 4,25 %. La Banque du Canada a noté que les pressions inflationnistes s'atténuent et que les prix des composantes de l'inflation approchent des moyennes historiques. Les principales mesures de l'inflation ont continué d'évoluer vers le bas, confirmant l'opinion de la Banque selon laquelle l'inflation se refroidit comme prévu. Malgré les vents contraires de l'inflation, nous prévoyons que la Banque procédera à deux réductions supplémentaires de son taux directeur cette année, avant d'adopter un rythme de réduction plus progressif au cours de 2025. Dans l'ensemble, nous prévoyons une réduction totale de 125 points de base du taux directeur d'ici la fin de l'année et un retour au taux neutre de 2,75 % d'ici le milieu de 2025.

Politiques monétaire et budgétaire

L'une des plus grandes surprises du rapport sur le PIB du deuxième trimestre a été la contribution démesurée des dépenses publiques. En effet, en ce qui concerne la consommation et les investissements gouvernementaux, le secteur public est à l'origine de 80 % de la hausse du PIB réel. Même si l'on s'attendait à une augmentation des dépenses cette année, compte tenu des mesures décrites dans les budgets provinciaux, elle n'est pas viable du point de vue du déficit et n'est pas non plus la clé d'un retour de la croissance économique et de l'inflation à des niveaux durables. Alors que les gouvernements cherchent à équilibrer leurs livres, ou à tout le moins réduire le ratio déficit/PIB, une baisse graduelle des dépenses est attendue pour 2025 et 2026.

Les déficits budgétaires devraient persister à court terme, mais ils diminueront progressivement au cours de la décennie. Malgré cette restriction relative, le budget collectif des provinces et du fédéral ne devrait pas enregistrer d'excédent dans la prochaine décennie. Nous nous attendons à ce que la croissance des dépenses gouvernementales réelles ralentisse et chute en dessous de la croissance du PIB à compter de 2025.

Le budget fédéral de 2024 met l'accent sur l'objectif de maintenir le ratio dette/PIB tout au long de la décennie, de sorte que nos prévisions indiquent que le gouvernement modérera ses investissements afin de s'aligner plus étroitement sur la croissance du PIB réel à l'avenir. Dans l'ensemble, la croissance de la consommation et des dépenses d'investissement totales du gouvernement devrait ralentir pour s'établir à 2,2 % l'année prochaine, après avoir affiché une croissance de 2,6 % cette année.



Ménages



Ménages

En raison du ralentissement de l'économie canadienne, les gains d'emploi ont été modérés au cours des derniers mois. Malgré ce ralentissement, rien n'indique une hausse des licenciements, la faiblesse du marché du travail étant concentrée jusqu'à présent sur les jeunes et les nouveaux immigrants. Une faible création d'emplois combinée à une forte croissance démographique a fait grimper le taux de chômage qui a atteint 6,6 % en août, soit une hausse de 1,5 point de pourcentage depuis avril 2023. Nous prévoyons que la création d'emplois demeurera modeste au cours des prochains mois, pendant que l'économie reprendra son élan. Cette situation maintiendra le taux de chômage à un niveau élevé à court terme, avant de le voir retomber sous la barre des 6 % en 2026, lorsque le ralentissement de la croissance démographique permettra au marché du travail de rattraper le nombre de gens qui cherche de l'emploi.

L'augmentation des salaires horaires est restée robuste, pour s'établir à 5 % sur 12 mois en août, un rythme incompatible avec le retour de l'inflation à son objectif

de 2 %. Mais la hausse du taux de chômage a privé les travailleurs de tout moyen de pression pour réclamer des salaires plus élevés, et nous nous attendons à ce que la plupart des employeurs proposent à l'avenir des régimes de rémunération moins alléchants. Nous prévoyons que le rythme moyen de croissance des salaires sur 12 mois passera sous la barre des 4 % d'ici le premier trimestre de 2025.

La croissance des dépenses de consommation a été plus faible que prévu au deuxième trimestre cette année, alors que les ménages fortement endettés du Canada continuaient de ressentir les effets des taux d'intérêt élevés. Bien que les taux d'intérêt aient commencé à baisser, de nombreux propriétaires qui ont renouvelé ou acquis un prêt hypothécaire à faible taux pendant la pandémie ont été forcés de renouveler à des taux beaucoup plus élevés, ce qui limite leur capacité à dépenser pour des articles discrétionnaires, en particulier des biens durables coûteux et volumineux. Les données du deuxième trimestre montrent que les ménages dépensent aujourd'hui 15 cents de chaque dollar pour

Ménages

rembourser leur dette². Les résultats du dernier rapport ConsumerSignals de Deloitte indiquent que les consommateurs canadiens continuent de ressentir l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation : 38 % d'entre eux ont affirmé que leur situation financière s'était détériorée au cours de la dernière année³. À mesure que les taux d'intérêt baissent, la confiance des consommateurs devrait se rétablir, ce qui pourrait contribuer à stimuler la consommation.



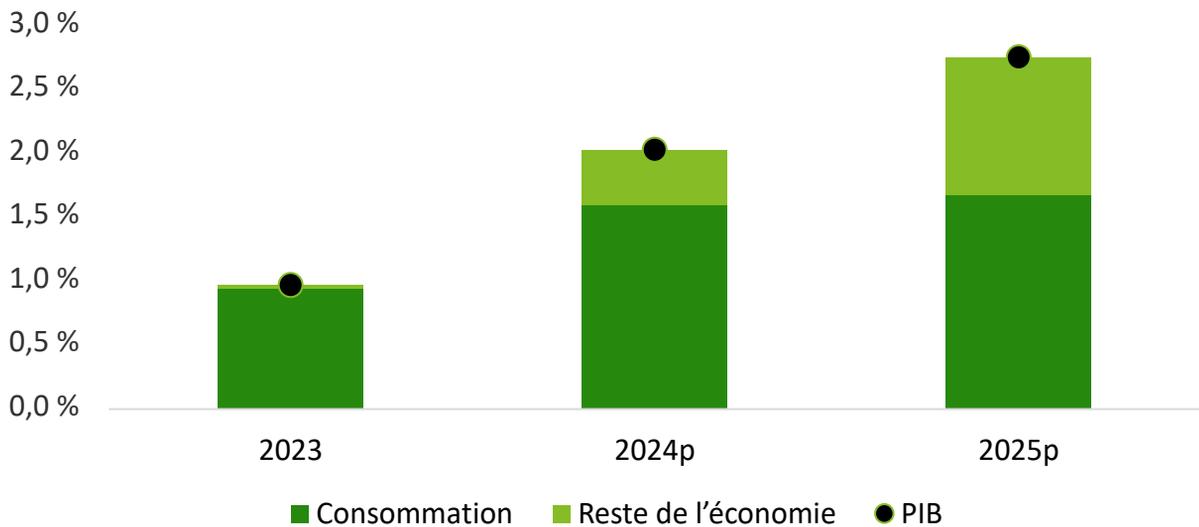
Toutefois, les ménages étant confrontés à un marché du travail plus faible et à une hausse des remboursements de leurs dettes, ils ne pourront pas stimuler la croissance économique comme ils l'ont fait au cours des deux dernières années, tandis que la contribution de la consommation à la croissance du PIB devrait s'affaiblir et que d'autres secteurs de l'économie devraient commencer à compenser pour cet affaiblissement.

2. Statistique Canada. [Comptes du bilan national et des flux financiers, deuxième trimestre de 2024](#), 12 septembre 2024.

3. Deloitte. [ConsumerSignals: Canada](#), 28 août 2024.

Ménages

Le ralentissement de la croissance démographique et une augmentation des paiements viendront réduire le rôle de la consommation dans la croissance économique l'année prochaine (en pourcentage)



p = prévision

Sources : Statistique Canada; prévisions de Deloitte

Ménages

Les taux d'intérêt continuent de freiner l'activité sur le marché de l'habitation et les problèmes d'abordabilité constituent un obstacle important. Malgré les récentes baisses de taux, de nombreux acheteurs potentiels restent exclus du marché, en particulier dans les grands centres urbains où les prix de l'immobilier ont bondi. Les impôts fonciers élevés, les coûts d'entretien et d'autres dépenses liées à la propriété dissuadent davantage les acheteurs potentiels. Même avec des taux d'intérêt plus bas, le coût global d'une propriété demeure inabordable pour beaucoup.

Les taux d'intérêt élevés devraient continuer de freiner la construction de nouveaux logements dans un avenir immédiat. Les taux élevés augmentent les coûts d'emprunt tant pour les promoteurs que pour les acheteurs potentiels, ce qui entraîne une baisse de l'offre et de la demande pour de nouveaux projets immobiliers. Cependant, les taux d'intérêt devraient diminuer plus

rapidement que nous l'avions prévu dans nos prévisions précédentes, ce qui devrait stimuler la construction de nouveaux logements. Cette transition vers un contexte de taux d'intérêt plus bas devrait relancer les activités de construction, d'autant plus qu'elle coïncide avec une reprise économique plus large et une amélioration de la confiance des consommateurs. Nous prévoyons que la construction de nouveaux logements passera de 246 000 unités au premier trimestre de 2025 à 267 000 d'ici la fin de la prochaine année. L'activité sur le marché de la revente connaît une lente reprise, la revente de propriétés demeurant inférieure à la moyenne historique. Cependant, les prix de l'immobilier se situant bien en deçà de leur sommet de 2022 et les taux hypothécaires affichant une tendance à la baisse, nous prévoyons une reprise des ventes au dernier trimestre de cette année, avec une forte croissance en 2025 et en 2026, à mesure que les ventes reviendront à leur moyenne historique.

Entreprises



Entreprises

Les investissements réels des entreprises ont bondi de 11,1 % au deuxième trimestre, principalement en raison d'une hausse des investissements dans le secteur des aéronefs et de l'équipement de transport en général. Cependant, cette forte croissance ne devrait pas se maintenir étant donné la faiblesse de la demande intérieure et le ralentissement de l'économie américaine, dont les gains ont reculé pour atteindre environ 4,5 % au cours du deuxième semestre de l'année.

Les perspectives pour la construction de bureaux commerciaux, la composante la plus importante des investissements dans la construction de bâtiments non résidentiels, demeurent modestes. En fait, les dépenses d'investissement dans la construction de bâtiments non résidentiels affichent une tendance à la baisse depuis plus d'un an et une reprise ne semble pas probable dans un avenir rapproché. Les permis de construire pour la construction non résidentielle sont en baisse depuis plus d'un an, et nous nous attendons à ce que cette faiblesse continue de peser sur les dépenses globales des entreprises à court terme.

Un autre élément qui influe négativement sur les perspectives d'affaires est la confiance limitée des entreprises. Selon la plus récente enquête sur les perspectives des entreprises de la Banque du Canada, l'incertitude (surtout en ce qui a trait aux formalités administratives et aux réglementations qui ralentissent les plans d'affaires) et les pressions sur les coûts, principalement en raison de la tarification du carbone, sont les principales préoccupations des entreprises⁴. Les entreprises qui dépendent des dépenses discrétionnaires ont signalé une détérioration des indicateurs de ventes au cours de la dernière année, et leurs prévisions de croissance des ventes pour les 12 prochains mois demeurent faibles. Dans l'ensemble, malgré le début des baisses des taux d'intérêt, une confiance limitée des entreprises devrait freiner la croissance des investissements à court terme.

4. Banque du Canada. [Enquête sur les perspectives des entreprises — deuxième trimestre de 2024](#), 15 juillet 2024.

Entreprises

Sur une note positive, l'accélération de plusieurs grands projets de fabrication d'équipement de transport permettra de soutenir l'investissement des entreprises canadiennes à court et à moyen terme. Cela est dû à la mise en place d'installations de fabrication à grande échelle de batteries pour véhicules électriques. Par exemple, Honda a récemment annoncé un investissement de 15 G\$ pour la construction de quatre nouvelles usines de fabrication en Ontario. D'autres investissements dignes de mention incluent l'usine de batteries pour véhicules électriques de Volkswagen en Ontario et l'usine de batteries de Northvolt au Québec (7 G\$ chacune). Ces investissements devraient compenser pour une baisse considérable des investissements dans les pipelines à l'approche de la fin des travaux de Coastal GasLink et de l'agrandissement du réseau Trans Mountain cette année. Dans l'ensemble, ces projets d'envergure, combinés à une amélioration prévue de la confiance des entreprises, devraient favoriser une reprise des investissements non résidentiels réels des entreprises, lesquels devraient augmenter de 2,9 % en 2025 avant de ralentir pour s'établir à 1,4 % en 2026.

Après 2023, une excellente année pendant laquelle les exportations canadiennes ont finalement dépassé les niveaux observés avant la pandémie, nous nous attendons à ce que les choses se normalisent considérablement cette année, avec une croissance des exportations relativement modérée à 0,6 %. Bien que le début de l'agrandissement du pipeline Trans Mountain continue d'être de bon augure pour les exportations de pétrole du Canada à court terme, le ralentissement économique actuel aux États-Unis devrait présenter certains défis pour les exportations canadiennes, dont près de 80 % se sont dirigées vers le sud de la frontière en 2023. Toutefois, l'année prochaine, la capacité d'exportation du Canada devrait connaître un regain important en raison du début des activités de LNG Canada, qui prévoit de commencer ses exportations à l'été 2025⁵. Cette situation, combinée à une reprise prévue de l'activité économique américaine vers la fin

5. The U.S. Energy Information Administration. [North America's LNG export capacity is on track to more than double by 2028](#), 6 septembre 2024.

Entreprises

de l'année prochaine, est susceptible de stimuler les exportations, lesquelles devraient augmenter de 2,7 %.

En ce qui concerne les importations, le profil de cette année est relativement semblable à celui de l'année dernière, avec une croissance prévue de 0,5 %. La faiblesse observée au deuxième trimestre de cette année devrait se poursuivre jusqu'au troisième trimestre, alors que les consommateurs et les entreprises naviguent prudemment dans un contexte économique qui a vu le taux de chômage augmenter de plus d'un point de pourcentage en un an seulement. Néanmoins, nous pensons qu'une baisse prévue de 50 points de base supplémentaires des taux d'intérêt jusqu'en décembre, combiné à la réduction de 75 points de base à ce jour, aidera les perspectives d'importation à se redresser d'ici la fin de cette année, à mesure que la confiance des ménages et des entreprises se raffermira.

Risques pour les perspectives



Risques pour les perspectives

L'économie continue de faire face à des risques à la hausse et à la baisse. Plus particulièrement, les consommateurs ont accumulé des économies, le taux d'épargne ayant dépassé les 7 % au dernier trimestre, soit le taux le plus élevé en dehors de la pandémie depuis le début des années 1990. Avec la baisse des taux hypothécaires et des taux d'intérêt, les ménages qui renouvelleront leur hypothèque au cours des deux prochaines années seront confrontés à un choc moins important que prévu. Par conséquent, l'épargne pourrait s'avérer excessive pour faire face à des paiements hypothécaires plus élevés et le déblocage de cette épargne sur l'économie représente un risque à la hausse pour les prévisions.

Le plus grand risque à la baisse pour les prévisions réside dans le secteur du commerce. L'économie mondiale doit composer avec des tensions géopolitiques élevées et le risque de tarifs douaniers généralisés appliqués par le plus grand marché de consommation du monde si l'ancien président Trump devait être réélu, ce qui est de mauvais augure pour les perspectives commerciales. De plus,

nous surveillons de près la montée des tensions commerciales entre le Canada et la Chine. Invoquant des pratiques commerciales déloyales, le gouvernement canadien a récemment annoncé son intention de suivre l'exemple de son homologue américain et d'imposer une surtaxe de 100 % sur les véhicules électriques fabriqués en Chine et de 25 % sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance de Chine, à compter du 1^{er} octobre et du 15 octobre, respectivement⁶. À l'heure actuelle, étant donné que les tarifs ne ciblent que 0,6 % des importations de marchandises canadiennes, nous ne voyons aucune menace immédiate et importante pour les perspectives d'importation. Toutefois, nous notons que l'incidence pourrait se faire sentir sur les prix, car les coûts augmentent pour les utilisateurs en aval de l'aluminium et de l'acier importés, et les consommateurs font face à des prix plus élevés pour les véhicules électriques au Canada.

6. Ministère Des Finances. [Le Canada met en œuvre des mesures pour protéger sa main-d'œuvre et ses secteurs économiques clés contre les pratiques commerciales déloyales de la Chine](#), 26 août 2024.

Risques pour les perspectives

De plus, les mesures commerciales prises par le Canada ne devraient pas se produire en vase clos, puisque la Chine, notre deuxième destination en importance pour les exportations, devrait prendre des mesures de représailles au cours des prochaines semaines. En effet, le gouvernement chinois a déjà commencé à prendre des décisions dans ce sens, en lançant des enquêtes antidumping sur certains produits agricoles et chimiques canadiens⁷. Les résultats de ces enquêtes ne sont pas encore connus, mais pourraient jeter un voile morose sur les perspectives d'exportation si les mesures qui s'ensuivent s'avéraient significatives.

7. The Wall Street Journal. [China to Launch Trade Probes Into Some Canadian Agriculture, Chemical Products](#), 4 septembre 2024.

Principaux indicateurs économiques

	2024p				2025p				2024p	2025p	2026p
	T1	T2	T3p	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p			
Activité économique réelle											
Produit intérieur brut	1,8	2,1	1,6	2,6	2,5	2,6	2,3	2,4	1,2	2,4	2,1
Dépenses de consommation des ménages	3,6	0,6	1,9	2,3	3,0	3,2	3,1	2,9	2,0	2,6	2,8
• Biens durables	2,0	-7,9	0,9	1,2	2,0	2,6	2,5	2,2	1,1	1,2	2,1
• Services	5,0	1,8	2,0	2,5	3,2	3,3	3,1	2,9	2,9	2,8	2,9
Investissement résidentiel	-0,1	-7,3	8,6	-0,5	6,1	6,6	5,9	7,2	0,0	4,4	4,9
Investissements non résidentiels (excluant la PI)	2,4	11,1	4,8	5,1	1,7	1,1	1,1	1,3	-0,7	3,0	1,2
• Structures non résidentielles	3,7	2,0	1,7	3,4	0,9	1,0	1,0	1,1	-2,4	1,6	0,9
• Machinerie et équipement	0,0	28,8	10,0	7,9	2,9	1,4	1,2	1,6	2,3	5,5	1,5
Consommation et investissements gouvernementaux	2,5	6,7	2,0	2,3	1,6	1,6	1,6	1,6	2,5	2,1	1,3
Exportations de biens et de services	-1,8	-1,6	3,5	3,4	3,9	3,8	4,7	-1,8	0,6	2,7	3,4
Importations de biens et de services	-0,5	-1,0	3,0	3,8	3,7	4,1	4,8	-0,5	0,5	2,8	3,7
Prix											
Indice des prix à la consommation (sur 12 mois)	2,9	2,8	2,4	2,2	2,1	2,0	2,0	2,8	2,6	2,0	2,0
Indice des prix implicite du PIB (sur 12 mois)	3,4	3,9	3,0	2,1	3,1	2,7	2,6	2,5	3,1	2,7	2,3
Marché du travail											
Emploi	1,5	2,4	0,5	1,5	1,5	1,5	1,9	1,8	1,7	1,5	1,6
Taux de chômage (%)	5,9	6,2	6,6	6,7	6,5	6,5	6,3	6,2	6,4	6,4	6,0

Remarques : p = prévisions. Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée.
Sources : Statistique Canada; Banque du Canada; prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte au 12 septembre 2024.

Indicateurs des marchés des capitaux

	2024p				2025p				2024p	2025p	2026p
	T1	T2	T3p	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p			
Taux d'intérêt (%)											
Taux cible du financement à un jour	5,00	4,75	4,25	3,75	3,50	3,25	3,00	2,75	3,75	2,75	2,75
Bon du Trésor à 3 mois	4,96	4,79	4,39	3,93	3,54	3,31	3,09	2,86	4,25	3,00	3,00
Bon du Trésor à 1 an	4,78	4,62	4,06	3,83	3,58	3,42	3,23	3,02	3,93	2,86	2,90
Obligation gov. Canada 2 ans	4,11	4,21	3,54	3,36	3,19	3,05	2,89	2,90	3,83	3,02	3,21
Obligation gov. Canada 5 ans	3,51	3,71	3,18	3,05	2,99	2,96	2,96	2,95	3,36	2,90	3,23
Obligation gov. Canada 10 ans	3,44	3,67	3,25	3,00	2,90	2,95	3,00	3,25	3,05	2,95	3,23
Écart de la courbe de rendement (points de pourcentage)											
3 mois par rapport à 10 ans	-1,53	-1,12	-1,14	-0,93	-0,64	-0,36	-0,09	0,39	-0,93	0,39	0,33
2 ans par rapport à 10 ans	-0,67	-0,54	-0,29	-0,36	-0,29	-0,10	0,11	0,35	-0,36	0,35	0,02
Taux de change											
\$ US/\$ CA (\$ CA)	1,3488	1,3684	1,3637	1,3710	1,3749	1,3820	1,3850	1,3826	1,3710	1,3826	1,3659
\$ CA/\$ US (\$ US)	0,7414	0,7308	0,7333	0,7294	0,7273	0,7236	0,7220	0,7233	0,7294	0,7233	0,7321

Remarques : p = prévisions. Le taux de financement à un jour représente la fin de la période. Tous les autres indicateurs de valeurs trimestrielles représentent les moyennes de la période. Les chiffres annuels reflètent ceux de la fin de la période mesurée par la moyenne trimestrielle au T4.
Sources : Statistique Canada; Banque du Canada; prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte au 12 septembre 2024.

Collaborateurs

Services-conseils en économie

L'équipe des Services-conseils en économie de Deloitte compte des leaders spécialisés en macroéconomie, en microéconomie, en analyse des politiques et de la réglementation, en développement économique ainsi qu'en analytique et modélisation qui ont les connaissances et l'expérience nécessaires pour s'attaquer à certains des enjeux politiques et commerciaux les plus complexes et les plus difficiles d'aujourd'hui.



Dawn Desjardins
Économiste en chef



Matthew Stewart
Associé



Alicia Macdonald
Directrice de service



Anna Feng
Directrice



Robyn Gibbard
Directeur



Mikayla Schoel
Directrice



Pablo Alegria
Conseiller principal



Zach Gaskin
Conseiller principal



Madison MacKinnon
Conseillère principale



Momanyi Mokaya
Conseiller principal



Dhruv Deshpande
Analyste



Avis de non-responsabilité

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n’y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace donc pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d’avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n’est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu’elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte

Chez Deloitte, notre raison d’être est d’avoir une influence marquante. Nous existons pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent s’épanouir et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises, aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux, habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces, et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l’audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d’affaires les plus complexes de nos clients.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l’Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter www.deloitte.com/ca/apropos.

Pour en apprendre plus sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).